

RÉDACTION ADMINISTRATION BUREAU DES ABONNEMENTS Imprimerie Saint-Paul Avenue de Pérolles, Fribourg, Suisse ABONNEMENTS 1 mois 3 mois 6 mois 1 an Suisse Fr. 1 50 4 7 14 28 Etranger 2 50 7 14 28

LA LIBERTÉ

ANNONCES Publicitas S. A. SUISSE DE PUBLICITE Rue St-Pierre Fribourg PRIX DES ANNONCES Fribourg, canton 15 cent. La ligne... L'Étranger... Réclames...

Journal politique, religieux, social

Nouvelles du jour Accalmie sur le front français. Poursuite de la bataille au nord de Goritz. Echee russe et succès roumain.

Les combats autour de Beaumont, sur la rive droite de la Meuse, se sont apaisés. A Ypres, après la chaude journée d'avant-hier, dans le cours de laquelle les Anglais ont progressé dans la direction de Poelcapelle-Passchendaele, la pluie est survenue et a imposé une trêve aux combattants.

L'Italie d'accord avec lui, ce Midi « qui n'est pas anticlérical », et qui a « toujours conservé la tradition du respect pour la religion, associée à l'indépendance politique ».

La délégation parlementaire appelée à collaborer aux travaux du chancelier allemand, de concert avec une délégation du Conseil fédéral, a siégé hier pour la première fois.

Il y a eu des scènes tumultueuses en certains endroits de l'Italie, en particulier à Turin, à cause du manque de farine et de pâtes alimentaires.

Rien n'est plus intéressant et plus réconfortant, à l'heure actuelle, que les commentaires des journaux libéraux italiens à propos de la note en faveur de la paix.

Les journaux s'en prennent au gouvernement ou plutôt à la bureaucratie, qui ne sait pas prévoir et encore moins agir. C'est un fait indéniable, disent-ils, que la distribution des denrées alimentaires se fait très mal.

Ainsi, le Resto del Carlino de Bologne fait observer que nous assistons aujourd'hui au même phénomène qui s'est produit lors de l'appel pacifiste du président Wilson.

La note du Pape

Le Comité hollandais contre la guerre A la réunion extraordinaire des membres du « Nederlandsche Anti-Oorlog Raad », ce dernier a décidé d'envoyer la dépêche suivante au Pape :

Le projet de centralisation des Chemins de fer fédéraux On annonce de Berne que, sur l'invitation du Département des postes et chemins de fer, la Direction générale des Chemins de fer fédéraux a soumis à la commission permanente du conseil d'administration des C. F. F. un projet de révision de la loi sur le rachat des chemins de fer.

Une paix basée sur les principes émis par votre Sainteté et propagés sans cesse par tous les amis d'une paix durable prouvera que les peuples sont animés d'un nouvel esprit et qu'à l'avenir les garanties de la sécurité et du développement pacifique des nations ne résideront plus dans la force des armes, mais dans celle du droit.

NOUVELLES RELIGIEUSES

Dans l'épiscopat nord-américain Rome, le 26 août. Le Saint-Père a nommé évêque auxiliaire de Providence (Rhode Island, Etats-Unis), le vicairé général de ce diocèse, Mgr Denys-Mathieu Lowmyer, curé de l'église de Saint-Joseph, à Pawtucket, né en 1867, de famille irlandaise.

fon), Mgr Mathieu Harkins, a 77 ans et en compte trente d'épiscopat. Le diocèse de Providence, créé en 1872, embrasse environ 230,000 catholiques, sur 540,000 habitants.

LA DISCIPLINE CIVILE

La guerre mondiale a démontré d'une manière péremptoire la nécessité, pour la conservation de la force des nations, de l'existence de deux disciplines, agissant parallèlement : la discipline militaire et la discipline civile.

La discipline civile était déjà un axiome sur lequel reposaient, bien avant la guerre actuelle, tous les enseignements militaires et toute la force des armées. Elle pouvait être plus ou moins rigide, mais elle devait exister à un degré suffisant dans toutes les armées ; c'était, pour elles, une condition d'existence.

Après trois ans de guerre, regardons en arrière et voyons ce qu'il reste de toutes ces théories, de cette vie désordonnée d'avant la guerre. Peut de chose chez les peuples qui ont compris que la discipline, qui fait la force des armées, est aussi nécessaire à la population civile que celle qui reste derrière l'armée.

La note du Pape

Le Comité hollandais contre la guerre A la réunion extraordinaire des membres du « Nederlandsche Anti-Oorlog Raad », ce dernier a décidé d'envoyer la dépêche suivante au Pape :

Il y a, il est vrai, dans notre pays, des gens qui souffrent moins de la guerre que d'autres. Ces gens-là sont ceux dont la profession était naguère souvent dédaignée et parfois dénigrée, ceux qu'on nommait, il y a trois ans encore, avec mépris, « les agrariens ».

Les pouvoirs publics qui ont la lourde responsabilité, dans les temps critiques que nous traversons, de maintenir l'équilibre entre toutes les forces de la nation, doivent pouvoir compter sur l'esprit de patriotisme de tous, sur la discipline civile, qui seule peut nous aider à traverser la guerre.

La discipline civile aurait dû être inculquée au peuple suisse déjà avant la guerre, ou du moins dès son début. Mais qui prévoyait, en 1914, que l'épreuve se prolongerait pendant trois ans ? Notre mobilisation militaire a été parfaite, disent les spécialistes ; la mobilisation civile a été

moins brillante, car elle n'avait pas été préparée. Tandis que nous élevions des fortifications, que nous entraînions l'armée, on oubliait de construire d'autres remparts et d'instruire la population de ses devoirs pour le cas d'une conflagration européenne.

Grâce à la protection divine, la Suisse n'a pas vu les horreurs des champs de bataille. D'autres pays ne méritent pas moins que nous cette faveur, dont nous n'apprécions pas tout le prix. Nous subissons cependant le terrible contre-coup du grand conflit qui met aux prises non seulement les armées des nations belligérantes, mais encore leurs organismes économiques.

Avant la guerre, la Suisse ne produisait qu'une faible partie des denrées qui lui sont nécessaires. Notre agriculture s'était orientée vers l'exportation. On lui demandait aujourd'hui de transformer ses méthodes, on exige qu'elle rende davantage avec des ressources plus limitées. Les importations de bétail gras sont presque nulles et les grailles font défaut.

Les engrais absolument nécessaires à l'intensification des cultures n'arrivent qu'en quantité minime. Les hommes et les chevaux, qui devraient être sans relâche occupés au développement de la production agricole, sont souvent enlevés aux travaux productifs du sol par les nombreuses et longues mobilisations exigées par la garde de la frontière et l'entraînement de l'armée.

On voit combien la situation est difficile et compliquée. Nous tournons dans un cercle vicieux. On demande au pays de produire beaucoup avec des moyens restreints. Dans ces circonstances extraordinaires, il importe que chacun fasse tout son devoir, au lieu de Boudier à la tâche. Il sera possible de mesurer alors toute la valeur de la discipline civile, qui peut produire des merveilles, par la coordination des efforts sous la direction des autorités responsables.

On a imposé des économies dans l'alimentation. Le commerce du sucre, du riz, des pâtes, du maïs, du blé, a été réglementé. On a demandé aux ménages de ne pas accumuler de denrées, afin d'éviter la hausse exagérée des prix. Il serait injuste que quelques personnes eussent des vivres en excès, alors que d'autres en sont privées. Ces prescriptions n'ont pas toujours été loyalement observées, et les autorités ont été obligées d'infliger des amendes aux délinquants.

D'autres ordonnances plus importantes, qui ont en vue une équitable répartition des denrées et leur emploi le plus économique, seront prises prochainement. Le séquestre des céréales, l'introduction de la carte de pain, le rationnement du lait et de ses produits, le rationnement du combustible, de la graisse, de l'huile, l'augmentation des surfaces cultivables en céréales et en légumes, sont des mesures qui s'imposent ; elles produiront l'effet qu'on est en droit d'en attendre, à la condition que nos po-

pulations fassent preuve de la plus stricte discipline et suivent scrupuleusement les prescriptions des autorités.

Le rationnement du pain est certainement la mesure la plus grave, et troublera profondément nos habitudes. A ceux qui trouveraient trop dures les dispositions prises à cet égard, nous demandons d'indiquer à nos autorités le moyen de fabriquer du pain sans blé. Chacun sait que la Suisse ne peut produire qu'en faible quantité le blé nécessaire à ses besoins.

Ce n'est, certes, pas pour leur plaisir que les autorités mettent des entraves à la liberté individuelle et à la liberté du commerce. Nous nous trouvons entre deux groupes de belligérants qui nous demandent des sacrifices, sacrifices qui, d'ailleurs, ne sont souvent pas comparables aux privations imposées à leurs nationaux. Nous sommes entre l'enclume et le marteau.

On est surpris de constater que les efforts considérables, intelligents, dévoués et persévérants de nos autorités durant trois ans, n'ont pas rencontré plus de reconnaissance. Des gens essayent de profiter de nos difficultés pour faire de l'agitation, sans autre but souvent que de mesquines visées politiques ou électorales. A quoi servent chez nous les manifestations contre le renchérissement de la vie ? Feront-elles germer le blé qui nous fait défaut ? Empêcheront-elles les pluies de compromettre les récoltes ?

Il est grand temps que toutes les bonnes volontés, que tous les vrais patriotes, ceux qui mettent le salut de la patrie au-dessus des petites intrigues politiques, s'associent afin de développer par tous les moyens l'esprit de discipline dans toutes les classes de la population. Sans la discipline, nous le répétons, tous les efforts que nous avons accomplis depuis trois ans resteront vains, et nous ne traverserons pas, en dignes fils de nos ancêtres de Sempach et de Morat, la crise terrible qui nous guette.

Il appartient aux autorités surtout d'instruire les populations des graves dangers qui nous menacent, de recommander à tous la prudence, l'esprit de sacrifice, la discipline civile. Dieu veuille sur la Suisse. Ayons confiance. Ne manquons pas de courage et montrons que nous avons le vrai patriotisme.

Aux ouvriers chrétiens-sociaux

L'Union des organisations ouvrières catholiques-chrétiennes sociales a pris position contre les manifestations organisées pour demain, jeudi, 30 août, dans toute la Suisse, par le parti socialiste et l'Union syndicale suisse.

Les organisations des ouvriers catholiques-chrétiens sociaux demandent que des mesures rapides, énergiques et équitables soient prises pour parer à la situation de plus en plus critique des ménages modestes ; mais elles repoussent, en principe, la grève générale, qu'elles considèrent comme un coup de force illégal, et elles invitent tous leurs adhérents à se tenir à l'écart de manifestations projetées par les socialistes.

En terminant, le comité catholique-chrétien social proteste contre les accaparements et les enrichissements illégitimes dont pâtit la classe ouvrière et il en appelle à la protection des autorités fédérales, cantonales et communales.

Un projet de centralisation des Chemins de fer fédéraux

On annonce de Berne que, sur l'invitation du Département des postes et chemins de fer, la Direction générale des Chemins de fer fédéraux a soumis à la commission permanente du conseil d'administration des C. F. F. un projet de révision de la loi sur le rachat des chemins de fer.

Le projet supprime les directions d'arrondissements comme organismes administratifs indépendants et les remplace par cinq inspectoriats d'arrondissement ; il en résulterait la suppression des cinq conseils d'arrondissement. Le projet ne conserve donc qu'un seul organisme administratif à côté de la direction générale : le conseil d'administration.

Le projet élève de 25 à 30 le nombre des membres de ce conseil, nommés par le Conseil fédéral, pour permettre à ce dernier de tenir un peu compte des principales sphères économiques de la population, ainsi que du personnel.

Le projet modifie aussi la situation que le Conseil fédéral et son département des chemins de fer occupent comme autorité de surveillance sur la construction et l'exploitation des chemins de fer vis-à-vis de l'administration des chemins de fer de l'Etat.





